

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1225

Rubrik: Économie

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Mais où donc est passé l'empire suisse?

Les puissantes multinationales suisses jouent un rôle dans la conscience qu'ont nos compatriotes de la place de leur pays dans le concert international. Qu'en est-il réellement de cet empire suisse à l'étranger?

(jd) L'importance de la place économique helvétique, avec ses puissantes multinationales actives sur toute la planète, flatte l'ego helvétique et relativise par contrecoup l'isolement de la Suisse au sein de l'Europe.

Il y a un peu plus d'un quart de siècle, Lorenz Stucki décrivait cette histoire d'un succès, celui de l'enrichissement de la Suisse grâce à ses grandes entreprises.

Dans un récent numéro de l'hebdomadaire *Die Weltwoche* (31 août 1995), Beat Kappeler, retouche le portrait: l'empire est toujours là, mais il a largement échappé au contrôle des Suisses et ne leur profite plus dans la même mesure.

Un empire de 134 milliards

Aujourd'hui, les entreprises helvétiques emploient 1 300 000 personnes à l'étranger. Leurs dimensions, leur capacité productive, leurs ventes et leur degré de modernisation sont souvent plus importants à l'extérieur des frontières que sur le territoire national. La valeur de cet empire à l'étranger, estimée à 134 milliards de francs, représente la totalité des salaires des Suisses durant huit mois ou encore le bénéfice net de toutes les sociétés par actions helvétiques pendant cinq ans. Et, bon an mal an, cette fortune rapporte 40 milliards de dividendes et d'intérêts.

Ces brillants résultats ne doivent pas faire oublier des transformations d'importance dans la structure de cet empire. Dans la propriété tout d'abord. On se souvient du coup de tonnerre dans le ciel de Baden, en 1988, lorsque Brown Boveri annonce son mariage avec le Suédois Asea. La même année, Nestlé ouvre son capital aux actionnaires étrangers qui sont en passe, aujourd'hui, de contrôler plusieurs des fleurons de l'économie helvétique. C'est que les dispositions restrictives en matière d'acquisition d'actions et de droit de vote sont en train de sauter; à la pression des investisseurs étrangers répond le besoin en capitaux que ne peut plus satisfaire le marché intérieur.

Des emplois disparaissent

Le public suisse ne cache pas sa fierté à l'annonce des acquisitions prestigieuses effectuées par les multinationales suisses à l'étranger. Ce qu'il voit moins par contre, c'est que ces achats bouleversent les hiérarchies: parfois la maison-mère, qui traditionnellement contrôlait ses filiales, se retrouve dans une position de dépendance, comme le Crédit

suisse, englobé dans le CS Holding.

La mondialisation de l'économie suisse ne stimule plus l'emploi dans le pays. Les grandes entreprises fabriquent de moins en moins la totalité des pièces nécessaires à leurs produits. ABB Suisse, par exemple, a réduit de 50 à 31% sa part propre dans sa production finale. A l'extrême, une entreprise ne fonctionne plus que comme direction de projet, achetant sur le marché international et au meilleur prix l'ensemble des composants du produit qu'elle vend ensuite. Même les activités de recherche n'échappent pas à cette loi de la localisation optimale: en 1992, pour la première fois, les entreprises suisses ont plus investi à l'étranger que dans le pays. En cinq ans, ce sont ainsi quelques milliers d'emplois bien rémunérés qui ont disparu du marché intérieur.

Cadres non suisses

Cette extension de l'économie suisse au-delà des frontières a longtemps permis aux cadres helvétiques – juristes comme économistes – de trouver des places de travail à l'étranger. L'isolement de la Suisse au sein de l'Europe rend plus difficile cette émigration haut de gamme. Et les multinationales donnent de plus en plus la préférence à des cadres locaux: chez ABB, Ciba et dans les banques, le choix est explicite. Au sommet de la hiérarchie, la nationalité ne pèse plus lourd; à la Société de Banque Suisse, un Hollandais et deux Américains remplaceront des Suisses à la direction générale.

Le phénomène est aggravé par le peu de goût des jeunes Suisses pour la mobilité: moins de 4% des étudiants helvétiques effectuent un séjour d'études en Europe; une entreprise zurichoise a fermé une ligne de production parce qu'elle n'a trouvé aucun monteur d'accord de séjourner plusieurs semaines à l'étranger; un constructeur de machines a offert à vingt de ses apprentis en fin de formation le choix entre le licenciement et un stage à l'étranger: tous ont préféré le licenciement.

La Suisse vit encore, pour une part importante, de son empire. Mais elle est en passe d'en perdre le contrôle. Pire, si l'on en croit les résultats de récentes votations populaires, une majorité de ses citoyennes et citoyens tournent le dos à cette vocation internationale de la Suisse, celle qui a produit sa richesse et son bien-être, pour se réfugier dans les valeurs du passé. ■

**1 300 000
personnes
sont
employées
par les
entreprises
suisses
à l'étranger**